

REPUBLIQUE FRANÇAISE

Commune  
de Camaret-sur-Aygues

Dossier n° PC08402923N0022  
AT08402923N0002

Date de dépôt : 03/10/2023

Affiché le 04/10/2023

Demandeur : **Communauté de communes  
Aygues Ouvèze en Provence, représentée M.  
Julien MERLE, Président**

Objet : **construction du siège administratif de la  
Communauté de communes**

Adresse terrain : 802, avenue Fernand Gonnet à  
Camaret-sur-Aygues (84850)

**ARRÊTÉ 2023-URBA-389**

**accordant un permis de construire VALANT autorisation de travaux au titre des ERP  
au nom de la Commune de Camaret-sur-Aygues**

**Le Maire de Camaret-sur-Aygues,**

Vu la demande de permis de construire pour la construction du siège administratif de la Communauté de communes Aygues Ouvèze en Provence, présentée le 03/10/2023, par la Communauté de communes Aygues Ouvèze en Provence, représentée par M. Julien MERLE, son Président, demeurant 252, rue Gay Lussac – ZAE Jonquier et Morelles à CAMARET-SUR-AYGUES (84850) ;

Vu l'objet de la demande :

- Pour la construction du siège administratif de la Communauté de communes Aygues Ouvèze en Provence (Etablissement Recevant du Public de la 5° catégorie de type W - activité de bureaux sans locaux à sommeil susceptible d'accueillir un effectif public < à 19 personnes) ;
- Sur un terrain situé 802, Avenue Fernand Gonnet à Camaret-sur-Aygues (84850) ;
- Références cadastrales : section AY n°189p et AY 187 ;
- Pour une surface de plancher créée de 937.10 m<sup>2</sup> ;

Vu le Code de l'urbanisme ;

Vu les documents fournis le 31/10/2023 ;

Vu la demande d'autorisation de construire, d'aménager ou de modifier un établissement recevant du public (ERP) présentée le 03/10/2023 par la Communauté de communes Aygues Ouvèze en Provence, représentée par M. Julien MERLE, son Président, demeurant 252, rue Gay Lussac – ZAE Jonquier et Morelles à CAMARET-SUR-AYGUES (84850) et enregistrée par la Mairie de Camaret-sur-Aygues, sous le n° AT08402923N0002 ;

Vu le Code de la construction et de l'habitation et notamment les articles L.111-7 à L.111-8-4 et les articles R.111-19-7 à R.111-19-11 ;

Vu le Plan de prévention des risques naturels inondation (PPRI) concernant le bassin versant de l'Aygues, de la Meyne et du Rieu approuvé le 24 février 2016 ;

Vu le règlement de la zone VERTE du Plan de prévention des risques naturels inondation susvisé ;

Vu le plan d'exposition au bruit de la BA 115 Orange-Caritat ;  
Vu le Plan local d'urbanisme (PLU) approuvé le 13/12/2016, opposable le 22/12/2016 et modifié le 07/12/2017, le 22/01/2020 et le 15/06/2023 ;  
Vu le règlement de la zone 1AUe du Plan local d'urbanisme ;  
Vu l'Orientaion d'Aménagement et de Programmation de la modification N°3 du PLU ;  
Vu l'avis d'ENEDIS en date du 08/11/2023 ;  
Vu l'avis de la SAUR en date du 16/10/2023 ;  
Vu l'avis de la Communauté de communes Aygues Ouvèze en Provence en date du 06/10/2023 ;  
Vu l'avis du Service Départemental d'Incendie et de Secours (SDIS) de Vaucluse en date du 14/11/2023 ;  
Vu l'avis favorable avec prescriptions de la Commission Consultative Départementale de Sécurité et d'accessibilité en date du 12/12/2023 ;  
Vu l'avis du service voirie de la Commune de Camaret-sur-Aygués ;  
Vu l'avis du Conseil Départemental de Vaucluse, agence Routière de Vaison-la-Romaine, en date du 06/12/2023 ;  
Vu l'avis de la société du Pipeline Méditerranée en date du 11/12/2023 ;

Considérant que selon l'article R.425-15 du Code de l'urbanisme : « Lorsque le projet porte sur un établissement recevant du public, le permis de construire tient lieu de l'autorisation prévue par l'article L. 111-8 du Code de la construction et de l'habitation dès lors que la décision a fait l'objet d'un accord de l'autorité compétente. [...] » ;

Considérant que le projet porte sur un établissement recevant du public ;

## **ARRÊTE**

### **Article 1**

Le permis de construire valant autorisation de travaux au titre des ERP est **ACCORDÉ** sous réserve de respecter les prescriptions mentionnées à l'article 2.

### **Article 2**

**EAU et ASSAINISSEMENT** : les constructions devront être obligatoirement raccordées au réseau public d'eau potable et au réseau public d'assainissement collectif, selon les normes données par les gestionnaires de ces réseaux.

**VOIRIE ACCES** : les prescriptions du service voirie de la Commune de Camaret-sur-Aygués devront être respectées ;

**SECURITE INCENDIE** : les prescriptions relatives à la sécurité contre les risques incendie figurant dans l'avis du SDIS devront être respectées (ERP de la 5° catégorie de type W bureaux sans locaux à sommeil susceptible d'accueillir un effectif public < à 19 personnes assujetti aux dispositions de l'arrêté du 20 juin 1990 modifié portant approbation des dispositions complétant le règlement de sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les établissements recevant du public. Fiche technique PE-001) ;

**ENEDIS** : la puissance de raccordement pour laquelle ce dossier a été instruit est de 72 KVA triphasé.

**EAUX PLUVIALES** : les eaux pluviales seront récupérées et évacuées dans la propriété du pétitionnaire, en respectant l'article 1AU4 du règlement du Plan local d'urbanisme.

**ACCESSIBILITE :**

- Le projet doit intégrer l'accessibilité à tous les types d'handicaps (physiques, sensoriels, cognitifs, mentaux ou psychiques) et prendre en compte les exigences suivantes : déficience visuelle : guidage, repérage et qualité d'éclairage ; déficience auditive : communication, diffuseur lumineux d'alarme incendie souhaité pour les sanitaires (flash), qualité sonore et signalisation adaptée ; déficience intellectuelle : repérage et qualité d'éclairage ; déficience motrice : espace, stationnement et circulation adaptés, cheminements extérieurs et intérieurs, qualité d'usage des portes et des équipements.
- Depuis le 30/09/2017, la mise en place d'un registre accessibilité est obligatoire pour tous les Etablissements Recevant du Public (ERP) (cf. arrêté du 19/04/2017). Ce registre a pour objectif d'informer le public du degré d'accessibilité de l'ERP et de ses prestations.

Fait à Camaret-sur-Ayguès, le 19/12/2023

Le Maire,

Philippe de BEAUREGARD

**INFORMATIONS :**

**TAXE D'AMÉNAGEMENT :** le projet est soumis au versement de la taxe d'aménagement qui comprend une part communale et une part départementale. Le montant de cette taxe sera communiqué ultérieurement.

**TAXE D'URBANISME :** le projet est également soumis à la redevance d'archéologie préventive. Son montant sera communiqué ultérieurement.

**TAXES :** Une déclaration devra être effectuée par le pétitionnaire auprès des services fiscaux, dans les 90 jours suivant l'achèvement de la construction (au sens de l'article 1406 du CGI), sur l'espace sécurisé du site [www.impots.gouv.fr](http://www.impots.gouv.fr) via le service « Biens immobiliers ».

**RISQUE SISMIQUE :** la Commune est classée en zone 3 pour le risque sismique correspondant à un risque modéré. Les architectes, maîtres d'œuvre et constructeurs doivent tenir compte sous leur propre responsabilité des règles de construction para sismique.

**REGLES DE DROIT PRIVE :** l'attention du pétitionnaire est attirée sur l'obligation qui lui est faite de respecter les servitudes de droit privé qui relèvent du Code civil, et non de la présente autorisation d'urbanisme

**REGLEMENTATION THERMIQUE :** lors de la déclaration attestant l'achèvement et la conformité des travaux (DAACT,) une attestation que le projet a bien pris en compte la réglementation thermique / environnementale devra être jointe.

**REGLEMENTATION ACCESSIBILITE :** La Déclaration Attestant l'Achèvement et la Conformité des Travaux (DAACT) sera accompagnée de l'attestation constatant que les travaux réalisés respectent les règles d'accessibilité applicables mentionnées à l'article R111-19-27 du Code de la construction et de l'habitation (cette attestation sera établie par un organisme agréé ou un architecte autre que celui auteur du projet).

**ASPECT EXTERIEUR :** le choix définitif des teintes et l'aspect des matériaux seront déterminés avec l'architecte conseil.

**NOTA :** Conformément à la délibération n°2021-140 du conseil communautaire de la Communauté de communes Aygues Ouvèze en Provence du 7 décembre 2021, le projet est assujéti à la participation pour le financement de l'assainissement collectif (PFAC).

*La présente décision est transmise au représentant de l'Etat dans les conditions prévues à l'article L.2131-2 du Code général des collectivités territoriales.*

**Le (ou les) demandeur peut contester la légalité de la décision dans les deux mois qui suivent la date de sa notification.** A cet effet, il peut saisir le Tribunal administratif territorialement compétent d'un recours contentieux. Le Tribunal administratif peut aussi être saisi par l'application informatique « Télérecours Citoyens » accessible sur le site internet [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr).

Il peut également saisir d'un recours gracieux l'auteur de la décision ou d'un recours hiérarchique le Ministre chargé de l'urbanisme ou le Préfet pour les arrêtés délivrés au nom de l'Etat. Cette démarche prolonge le délai de recours contentieux qui doit alors être introduit dans les deux mois suivant la réponse (l'absence de réponse au terme de deux mois vaut rejet implicite).

**Durée de validité du permis :**

Conformément à l'article R.\* 424-17 du Code de l'urbanisme, et en application du décret n°2016-6 du 5 janvier 2016, l'autorisation est périmée si les travaux ne sont pas entrepris dans le délai de trois ans à compter de sa notification au(x) bénéficiaire(s). Il en est de même si, passé ce délai, les travaux sont interrompus pendant un délai supérieur à une année. En cas de recours le délai de validité du permis est suspendu jusqu'au prononcé d'une décision juridictionnelle irrévocable.

Conformément aux articles R.\* 424-21 à R.\* 424-23 du Code de l'urbanisme, l'autorisation peut être prorogée pour deux fois pour une durée d'un an si les prescriptions d'urbanisme de tous ordres et le régime des taxes et participations n'ont pas évolué. Dans ce cas la demande de prorogation est établie en deux exemplaires et adressée par pli recommandé ou déposée à la Mairie deux mois au moins avant l'expiration du délai de validité.

**Le (ou les) bénéficiaire du permis / de la déclaration préalable peut commencer les travaux après avoir :**

- adressé au Maire, en trois exemplaires, une déclaration d'ouverture de chantier (le modèle de déclaration CERFA n° 13407 est disponible à la Mairie ou sur le site internet urbanisme du Gouvernement) ;
- installé sur le terrain, pendant toute la durée du chantier, un panneau visible de la voie publique décrivant le projet. Le modèle de panneau, conforme aux prescriptions des articles A. 424-15 à A. 424-19 du Code de l'urbanisme, est disponible à la Mairie, sur le site internet urbanisme du Gouvernement, ainsi que dans la plupart des magasins de matériaux).

**Attention : l'autorisation n'est définitive qu'en l'absence de recours ou de retrait :**

- dans le délai de deux mois à compter de son affichage sur le terrain, sa légalité peut être contestée par un tiers. Dans ce cas, l'auteur du recours est tenu d'en informer le (ou les) bénéficiaires du permis au plus tard quinze jours après le dépôt du recours.
- dans le délai de trois mois après la date du permis, l'autorité compétente peut le retirer, si elle l'estime illégal. Elle est tenue d'en informer préalablement le (ou les) bénéficiaire du permis et de lui permettre de répondre à ses observations.

**L'autorisation est délivrée sous réserve du droit des tiers :** elle a pour objet de vérifier la conformité du projet aux règles et servitudes d'urbanisme. Elle n'a pas pour objet de vérifier que le projet respecte les autres réglementations et les règles de droit privé. Toute personne s'estimant lésée par la méconnaissance du droit de propriété ou d'autres dispositions de droit privé peut donc faire valoir ses droits en saisissant les Tribunaux civils, même si l'autorisation respecte les règles d'urbanisme.

**Les obligations du (ou des) bénéficiaire de l'autorisation :**

Il doit souscrire l'assurance dommages-ouvrages prévue par l'article L.242-1 du Code des assurances.

**Envoyé en Préfecture le :** 28.12.2023

Acte certifié exécutoire

Dès sa réception en

Préfecture le :

Et/ou sa publication le